Séance publique du 9 juillet 2007

Délibération n° 2007-4251

commission principale : développement économique

objet : **Adhésion de la Communauté urbaine à la Maison de l'emploi et de la formation de la ville de Lyon et à la Maison de l'emploi et des services publics Communauté Rhône-Sud - Désignation de ses représentants aux conseils d'administration des deux organismes**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction des services aux entreprises - Pôle développement local

Le Conseil,

Vu le rapport du 19 juin 2007, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

L'objet de ce rapport est de soumettre à la décision du Conseil l'adoption des conditions de participation de la Communauté urbaine en tant que membre de la Maison de l'emploi et de la formation de la ville de Lyon et de la Maison de l'emploi et des services publics Communauté Rhône-Sud.

Le plan de cohésion sociale, présenté par le gouvernement le 30 juin 2004, et la loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005 renouvellent l'approche de la politique de l'emploi en France. La création sur initiative locale et la labellisation de 300 maisons de l'emploi constituent l'une des mesures phares du volet emploi du plan de cohésion sociale.

La Maison de l'emploi assure la convergence des politiques publiques de l'emploi et de la formation professionnelle dans le cadre d'un diagnostic, d'une stratégie et d'un plan d'actions partagés, adaptés au développement économique et social d'un territoire.

Elle a pour objectifs d'associer les collectivités territoriales, de fédérer l'action des partenaires publics et privés et d'ancrer le service public de l'emploi dans les territoires pour améliorer le service rendu aux demandeurs d'emploi, aux salariés et aux entreprises, d'organiser la coopération entre partenaires autour d'un projet de territoire.

Sur le territoire de l'agglomération sont constituées, à ce jour, la Maison de l'emploi et des services publics de Rhône-Sud ainsi que la Maison de l'emploi et de la formation de la ville de Lyon.

L'instruction d'un cahier des charges est en cours sur le nord (plateau nord-val de Saône), l'ouest-sud-ouest, l'est et sud.

Les maisons de l'emploi agissent obligatoirement dans les trois domaines d'intervention suivants :

- observation, anticipation et adaptation au territoire : il s'agit là de développer un diagnostic et une stratégie locale par l'analyse du marché du travail et des potentialités du territoire afin d'anticiper les besoins des entreprises par des formations et des actions adaptées,

- accès et retour à l'emploi : Il s'agit là d'améliorer l'accueil, l'information et l'accompagnement individualisé des personnes sans emploi ou salariés dans un parcours professionnel en optimisant la complémentarité de l'offre de services des partenaires,

- développement de l'emploi et création d'entreprise : il s'agit là d'anticiper et d'accompagner les mutations économiques et les restructurations des territoires en développant la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et en contribuant au maintien et à la création d'activités.

Il est proposé au Conseil d'autoriser la Communauté urbaine, à partir de sa compétence en matière de développement économique, à adhérer aux maisons de l'emploi de son territoire sans contribuer directement à leur financement mais en participant à leur activité à partir des missions suivantes contenues dans les axes 1 et 3 des maisons de l'emploi :

- en apportant un volet observatoire statistique qui s'appuierait sur les travaux réalisés par l'observatoire emploi-insertion et cohésion sociale réalisé par l'Agence d'urbanisme dans le cadre de l'Opale en coproduction avec les maisons de l'emploi,

- en mobilisant les développeurs économiques territoriaux mis en place par la Communauté urbaine pour qu'ils participent aux actions organisant localement un rapprochement entre l'offre d'emploi par les entreprises et la demande d'emploi et d'insertion,

- en s'appuyant sur la dynamique de Lyon_Ville de l'Entrepreneuriat pour favoriser la création d'activités pérennes et le développement de nouvelles formes d'emploi, notamment dans les territoires en contrat urbain de cohésion sociale et pour des publics fragilisés socialement.

Le territoire de l'agglomération doit progressivement être couvert par un ensemble de quatre ou cinq maisons de l'emploi dans les secteurs nord (plateaux nord-val de Saône), ouest-sud-ouest, "est" et sud. La Communauté urbaine serait donc amenée à adhérer, selon les principes ci-dessus, au fur et à mesure de leur création.

Aujourd'hui, deux maisons de l'emploi sont constituées, ce sont la Maison de l'emploi et de la formation de la ville de Lyon et la Maison de l'emploi et des services publics Communauté Rhône-Sud.

La Maison de l'emploi et de la formation de la ville de Lyon s'est constituée sous la forme d'un groupement d'intérêt public ; la Maison de l'emploi et des services publics Communauté Rhône-Sud s'est constituée sous forme d'association.

Il est donc proposé que la Communauté urbaine adhère au groupement d'intérêt public de la Maison de l'emploi et de la formation de la ville de Lyon et à l'association Maison de l'emploi et des services publics Communauté Rhône-Sud et désigne ses représentants au sein de chacune des maisons.

Le conseil de Communauté sera sollicité ultérieurement pour adhérer à d'autres maisons de l'emploi au fur et à mesure de leur constitution ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de sa commission développement économique ;

Vu les résultats du scrutin ;

DELIBERE

1° - Approuve l'adhésion de la Communauté urbaine au groupement d'intérêt public de la Maison de l'emploi et de la formation de la ville de Lyon et à l'association Maison de l'emploi et des services publics Communauté Rhône-Sud moyennant le versement d'une cotisation de 10 € au groupement d'intérêt public de la Maison de l'emploi et de la formation de la ville de Lyon et de 10 € à l'association Maison de l'emploi et des services publics Communauté Rhône-Sud.

2° - Désigne :

a) - monsieur Hubert Julien-Lafferrière en tant que représentant permanent à l'assemblée générale et au conseil d'administration au groupement d'intérêt public de la Maison de l'emploi et de la formation de la ville de Lyon,

b) - monsieur Roland Crimier en tant que représentant permanent à l'assemblée générale, au conseil d'administration et au bureau de l'association Maison de l'emploi et des services publics Communauté Rhône-sud.

3° - La dépense correspondante, soit 20 €, sera prélevée sur les crédits inscrits au budget principal de la Communauté urbaine - exercice 2007 - compte 628 100 - fonction 90 - opération 0851.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,